

Jeudi 22 janvier 2015 : journée « mairie fermée », rassemblement à 14 heures devant l'Hôtel de Ville



Madame, Monsieur,

Dans le contexte de préparation du budget de notre commune, nous nous heurtons pour l'année 2015 – et pour les années à venir – à une véritable impossibilité : celle de maintenir au même niveau nos actions à votre service tout en conservant les mêmes taux d'imposition locale qui sont déjà trop élevés pour nombre d'entre vous.

En effet, les décisions gouvernementales de réduire les subventions de l'Etat de 11 milliards d'euros jusqu'en 2017 (soit 28 milliards de baisse cumulée sur la période 2014/2017) se traduisent pour notre commune par une perte sèche de plus de 330 000 €.

C'est considérable, et c'est du « jamais vu ».

Si la situation persiste, cette perte va inmanquablement entraîner la réduction voire la SUPPRESSION DE SERVICES PUBLICS permettant de répondre à des besoins essentiels dans tous les domaines : restauration scolaire, centres de loisirs, logement, santé, voirie, enfance, jeunesse, sport, culture, environnement...

Par exemple, cela signifierait la suppression de la crèche municipale ou la suppression des centres de loisirs ou la suppression de la Police Municipale ou la suppression des foyers en faveur des personnes âgées, cela impacterait sur la réfection des rues, les aménagements des quartiers Kennedy et du Lancy, cela empêcherait la réalisation de travaux dans les écoles tels que ceux qui ont été effectués l'an dernier pour l'agrandissement de l'école Perret, etc., etc.

Cela aura aussi un impact négatif sur le soutien aux associations locales (obligation de diminuer les subventions), dont le rôle pour mieux vivre ensemble n'est plus à démontrer.

Cela aura des répercussions sur la vie de tous les citoyens et notamment sur ceux d'entre vous déjà « broyés » par la crise.

Cette austérité renforcée pour les communes est inacceptable et inefficace car elle entraîne récession et chômage.

Les communes représentent 71% de l'investissement public du pays.

Les asphyxier, c'est se placer directement dans un ralentissement de cet investissement, c'est comprimer l'emploi public comme privé, c'est assécher les carnets de commandes de nombreuses entreprises, celle du BTP notamment.

.../...



C'est accroître les inégalités et la pauvreté, c'est alimenter la crise économique, écologique, sociale.

Ces choix sont d'autant plus intolérables qu'ils s'accompagnent d'une augmentation à hauteur de 41 milliards d'euros d'aides aux entreprises, via le CICE (crédit impôt compétitivité emploi), ou la baisse des cotisations patronales, sans aucune contrepartie.

L'argent existe au sein de notre pays.

La municipalité de Chalette demande que cet argent soit consacré aux investissements utiles à la population chalettoise, utiles à l'emploi, utiles à la relance.

Elle demande l'arrêt immédiat de cette austérité imposée aux communes.

CAR CE SONT AU PREMIER CHEF LA POPULATION, LES ASSOCIATIONS, LES PERSONNELS MUNICIPAUX QUI EN SERONT VICTIMES.

C'est pour cette raison que NOUS AVONS BESOIN DE VOUS, Chalettoises et Chalettois, les associations locales, vous, TOUS les citoyens de Chalette. NOUS VOUS APPELONS A NOUS SOUTENIR LE 22 JANVIER PROCHAIN POUR UNE GRANDE JOURNÉE NATIONALE D'ACTION, A MANIFESTER, A FAIRE « LE PLUS DE BRUIT POSSIBLE » POUR ALERTER LES POUVOIRS PUBLICS.

Avec cette journée de défense des services publics, la majorité de nos services seront fermés, ils n'assureront que les urgences.

NOUS VOUS APPELONS A NOUS RASSEMBLER à 14 HEURES DEVANT L'HÔTEL DE VILLE puis à LA SOUS-PRÉFECTURE à 15 HEURES afin de porter ces réclamations légitimes au représentant de l'Etat.

Nous vous remercions par avance de votre soutien et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations les meilleures.

Franck DEMAUMONT
Maire de Chalette sur Loing
Conseiller Général du Loiret

JE DÉFENDS MON SERVICE PUBLIC

JE REFUSE LA BAISSÉ DES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT

JE DEMANDE L'ARRÉT IMMÉDIAT DE L'AUSTERITÉ IMPOSÉE AUX COMMUNES

Nom	Prénom	adresse	signature